

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUGADA**

59 rue des Frères Bazinet  
39300 Champagnole

Références : FF/MV/2023/C\_090  
Code AIOT : 0012600512

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2023 dans l'établissement BUGADA implanté Lieux-dits "Sur Célieu" et "Fontaine Neuve" 39300 Vannoz. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUGADA
- Lieux-dits "Sur Célieu" et "Fontaine Neuve" 39300 Vannoz
- Code AIOT : 0012600512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de sables et graviers (hors d'eau) avec une installation de traitement et de lavage des matériaux.

L'installation a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 19 août 2022, portant prolongation de la durée d'exploitation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- niveau de production
- apport de déchets inertes
- surveillance des eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 (V)	/	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines (réseau de surveillance)	AP Complémentaire du 19/08/2022, article 7 (1er alinéa)	/	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines (fréquence de prélèvement)	AP Complémentaire du 19/08/2022, article 7 (2ème alinéa)	/	Sans objet
12	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet
15	Registre de déchets entrants (contenu)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
2	Registres et plan (mise à jour)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 (dernier alinéa)	/	Sans objet
4	Production annuelle	AP Complémentaire du 19/08/2022, article 2	/	Sans objet
5	Production totale	AP Complémentaire du 19/08/2022, article 2	/	Sans objet
8	Apports extérieurs (bordereau de suivi)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III (1er alinéa)	/	Sans objet
9	Apports extérieurs (registre)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III (2ème alinéa)	/	Sans objet
10	Apports extérieurs (plan)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III (2ème alinéa)	/	Sans objet
11	Apports extérieurs (procédure d'acceptation)	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 (1er alinéa)	/	Sans objet
13	Apports extérieurs (document préalable)	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
14	Registre de déchets entrants (tenue)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 (1er alinéa)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Carrière globalement bien tenue, qui est autorisée à recevoir et valoriser des déchets externes inertes, dans le cadre de la remise en état du site.

5 non conformités ont été constatées. Elle doivent faire l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registres et plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul>
<b>Constats :</b> Plan à l'échelle 1/500 de la carrière comportant l'ensemble des informations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Registres et plan (mise à jour)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 (dernier alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le plan est mis à jour une fois par an (dernières mises à jour les 15 mars 2022 et 29 mars 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déclaration annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 (V)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
<b>Constats :</b> NON-CONFORME : pour les 5 dernières années, seule la déclaration a été effectuée pour l'année 2020 (déclaration par l'exploitant sur GERP le 29 avril 2021)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Production annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Productions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Production moyenne autorisée : 35 000 tonnes/an  Production maximale autorisée : 42 000 tonnes /an.
<b>Constats :</b> Le registre du bilan d'extraction fourni par l'exploitant montre le respect des productions autorisées.  Année 2020 : 33 177 t Année 2021 : 31 536 t Année 2022 : 14 245 t (prolongation de la carrière en août 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Production totale

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Productions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité totale de matériaux à extraire est de 490 000 tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 2007).
<b>Constats :</b> La quantité totale de matériaux extraits jusqu'à fin 2022 est de 359 029 t.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Surveillance des eaux souterraines (réseau de surveillance)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/08/2022, article 7 (1er alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué à minima de 3 piézomètres (dont 1 en amont hydraulique et 2 en aval hydraulique).
<b>Constats :</b> NON-CONFORME : l'exploitant n'a pas mis en place le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, constitué à minima de 3 piézomètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Surveillance des eaux souterraines (fréquence de prélèvement)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/08/2022, article 7 (2ème alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).
<b>Constats :</b> NON-CONFORME : l'exploitant n'a effectué ni de prélèvement, ni d'analyse des eaux souterraines (pas de mise en place du réseau de surveillance des eaux souterraines, à partir a minima de 3 piézomètres, le 7 avril 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Apports extérieurs (bordereau de suivi)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III (1er alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.
<b>Constats :</b> Contrôle par sondage.  Le bordereau 2023-04-103 du 3 avril 2023 contient les informations réglementaires : <ul style="list-style-type: none"><li>- provenance : chantier de la réfection de Champagnole ;</li><li>- destination : carrière BUGADA à Vannoz ;</li><li>- quantités : 77,32 t ;</li><li>- caractéristiques : terres et cailloux (codification 17 05 04) ;</li><li>- moyen de transport utilisé : camion ;</li><li>- attestation de la conformité des déchets à leur destination : acceptation du déchet.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Apports extérieurs (registre)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III (2ème alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés
<b>Constats :</b> L'exploitant tient un registre à jour des apports extérieurs avec les différentes informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 10 : Apports extérieurs (plan)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III (2ème alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais (daté du 27 février 2023).  Ce plan est quadrillé et référencé.  La zone de stockage des remblais ne figure pas sur le registre, mais sur le bordereau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Apports extérieurs (procédure d'acceptation)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 (1er alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation des apports extérieurs (dénommé "PROCEDURE D'ACCEPTATION ET DE TRACABILITE DES DECHETS").  Cette procédure reprend globalement les conditions réglementaires fixées dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 12 : Registre d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li></ul> Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> NON-CONFORME : l'exploitant tient un registre d'admission des déchets, cependant celui-ci ne contient pas les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Apports extérieurs (document préalable)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li><li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>- l'origine des déchets ;</li><li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li></ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas à sa disposition de document d'acceptation préalable, à signer par le producteur de déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>Le 7 avril 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le document "CERTIFICAT D'ACCEPTATION PREALABLE".</p> <p>Celui-ci contient les informations réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Registre de déchets entrants (tenue)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 (1er alinéa)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Registre de déchets entrants (contenu)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le registre des déchets "entrants" consulté le jour de l'inspection ne contenait pas toutes les informations demandés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, il manquait en particulier :</p>

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Par courriel du 7 avril 2023, l'exploitant a transmis le registre complété par les colonnes suivantes :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets.

NON-CONFORME : le registre complété par l'exploitant ne contient pas le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet